

Présentation

par Léo MOULIN*

★

La présente livraison de *Res Publica*, tout entière consacrée aux problèmes politiques belges ou, plus exactement, à certains d'entre eux, a été préparée à l'intention, pour ainsi dire exclusive, des participants étrangers au VII^e Congrès mondial de Science politique.

Les articles sont, pour la plupart, l'œuvre de jeunes politistes qui sont chercheurs scientifiques ou assistants, rédigent leur thèse de doctorat ou se préparent à faire un séjour à l'étranger, tous signes d'extrême jeunesse scientifique.

L'âge moyen se situe autour de 35 ans, à peine plus. C'est peu dans une discipline comme la science politique qui à l'inverse des mathématiques, par exemple, exclut généralement toute précocité. Car il n'est pas donné à tout le monde d'écrire, à 30 ans, *Le Manifeste Communiste* ou *La Démocratie en Amérique*.

J'insiste sur ce fait de la jeunesse qui pourrait paraître ne relever que de la vie intérieure de notre Revue, parce qu'il explique et, dans une certaine mesure, du moins je l'espère, il excuse les faiblesses et les imperfections — la solidité un peu massive, l'optimisme un peu excessif, la sévérité de certaines affirmations — que d'aucuns seraient tentés de déceler dans les travaux ici publiés.

* Né à Bruxelles (1906). Docteur ès-lettres de l'Université de Bologne. Docteur en philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles. Licencié en sciences politiques.

Ouvrages:

De Robespierre à Lénine, 1936.

Du Traité de Versailles à l'Europe d'aujourd'hui, Paris, 1939.

Histoire des temps modernes, Bruxelles, 1941.

Socialism of the West, Londres, V. Gollancz, 1949.

Les formes du gouvernement local et provincial dans les ordres religieux, Bruxelles, 1956.

Le monde vivant des religieux, Paris, 1964 (paru en italien, espagnol et néerlandais).

La Société de demain dans l'Europe d'aujourd'hui, Paris, 1966 (paru en italien).

Articles:

Depuis 1950, plus de 100 articles publiés dans les principales revues de sociologie, de science politique et de culture générale d'Europe.

Ces faiblesses et ces imperfections, s'il en est, ne sont d'ailleurs ni graves, ni nombreuses ; elles ne nuisent nullement à l'ensemble que je tiens pour solide et fort bien venu ; et au demeurant, j'en avais accepté la responsabilité dès le départ, quand j'ai réuni en un Comité de rédaction cette jeune équipe, dynamique et riieuse, et quand j'ai accepté le principe, proposé par elle, d'un numéro spécial auquel seuls collaboreraient les membres dudit Comité.

*
* *

La Belgique étant ce qu'elle est, il me faut dire quelques mots de la façon dont ce groupe s'est formé. Oserais-je avouer qu'il s'est fait au hasard des lectures, des suggestions, des départs, des cooptations, des mariages et des transferts d'habitat, sans le moindre souci ni des opinions politiques, ni des appartenances linguistiques, ni des Universités d'origine, ni, moins encore, des sacro-saints équilibres de toute espèce qui contribuent si puissamment à désorganiser la vie politique belge.

Les seules conditions mises au recrutement ont été celles de posséder une valeur scientifique et des titres indiscutables, et de faire preuve d'un esprit de coopération bien affirmé. Le résultat, le voici.

Les Belges qui, pour les rencontrer quotidiennement, savent à quelles difficultés, parfois quasiment insurmontables, se heurte désormais la composition de n'importe quel groupe en Belgique, et les étrangers qui, après avoir lu le présent numéro de *Res Publica*, auront une idée un peu plus nette des tensions qui travaillent notre pays, apprécieront le tour de force que constitue le fait de réunir, à intervalles réguliers, un Comité de rédaction où personne ne parle au nom d'un groupe, d'un mouvement ou d'une tendance, où chacun ne représente que lui-même, parle sa propre langue, apporte sa propre vision du monde, défend ses allégeances idéologiques, critique, suggère, proteste, avec fermeté souvent (car certains d'entre nous sont fort convaincus de ceci ou de cela), mais toujours avec humour — cet ingrédient essentiel de l'esprit démocratique — et avec amitié.

A cet égard, l'existence même de notre Comité de rédaction est un micro-fait politique belge assez rare pour qu'il soit digne de retenir l'attention.

Il mérite de retenir l'attention pour une autre raison encore. Qu'on le veuille ou non, tel qu'il est ou tel qu'il sera demain ou après-demain, il est l'embryon du futur Conseil d'Administration de l'Institut belge de Science politique, de son futur Conseil scientifique et de la future direction de la Revue. Il est, du moins je l'espère et je le lui souhaite,

le noyau de quelques-uns des maîtres à penser de la science politique belge et, sans doute, des organisateurs du Congrès mondial de Science politique de l'an 2000.

Pareille situation pose les problèmes de la relève des élites dirigeantes, du rôle (technocratique ou non) des conseillers, de l'oligarchisation des institutions démocratiques, de la personnalisation du pouvoir, du travail communautaire. Ces problèmes qui, d'une façon ou d'une autre, relèvent de la science politique appliquée, nous les vivons dans ce microcosme qu'est le Comité de rédaction de notre Revue.

*
* *

Il me faut encore signaler une autre particularité du Comité de rédaction de *Res Publica* qui, dans une certaine mesure, peut expliquer la façon dont certaines contributions ont été rédigées : trois au moins de ses membres *participent activement* à la vie politique de la Belgique, aux niveaux les plus élevés de leur parti. Cette situation en fait, sans aucun doute, des témoins privilégiés ; mais, et chacun le comprendra, du fait même de ce précieux privilège, ils sont astreints à une certaine discrétion, ne serait-ce que par loyauté élémentaire à l'égard de leurs coréligionnaires politiques. Si bien qu'ils ne peuvent nous livrer le fruit de leurs réflexions de dirigeants responsables que de façon fort indirecte et plutôt imprécise et qu'ils sont bien obligés de ne rien nous dire de l'essentiel.

Il y a là un problème de science politique qui mérite réflexion. Par définition, et si réaliste qu'il se veuille, le politiste est, le plus souvent un théoricien. De la chose politique, il ne connaît que ce que lui livre l'histoire, c'est-à-dire un passé plus ou moins lointain, fragmentaire et indécis ; ou l'actualité, c'est-à-dire une réalité toujours déformée. De son côté, la politique est, avant tout, un empirique, plein de méfiance à l'égard des théoriciens, et qui, le plus souvent, ne possède ni la culture, ni la formation, ni la tournure d'esprit qui l'inciteraient à « théorétiser » son expérience et lui permettraient de le faire. De plus, les solidarités partisans, politiques et parlementaires jouent pour qu'il ne soit que rarement tenté, en fait jamais, de dévoiler le dessous des cartes.

Quant aux politistes qui, comme H. De Croo, G. Vidick ou Ch.-F. Nothomb font de la politique active, ils respectent, eux aussi, quoiqu'ils en aient, les lois non écrites de « l'omertà ». Cette attitude est on ne peut plus légitime ; mais elle nous laisse sur notre faim. Nous savons, nous subodorons, nous pressentons qu'il se passe quelque chose ; mais nous ne saurons jamais quel marchandage, quelle

pression, quel coup de téléphone, quelle conversation de couloir (ou d'oreiller), quelle situation entrevue à moyen terme, quels équilibres menacés, quel « nez de Cléopâtre » ou quelle « pierre dans la vessie », auront emporté la décision finale. Or c'est là l'essentiel.

Il faut nous résigner à cet état de choses et prendre conscience de ce que notre époque d'entretiens directs, de rencontres au sommet, de téléphones, rouges ou non, de TV et de Telstar, offrira sans doute au spécialiste beaucoup moins de chances de connaître le fond des choses que les époques précédentes où la lenteur des communications, les distances et la nécessité de recourir à l'écriture créaient en quelque sorte les conditions d'une bonne information de l'historien et du politiste.

*
**

Nous avons dit en commençant que la présente livraison de *Res Publica* avait été préparée à l'intention autant dire exclusive des politistes étrangers participant au Congrès mondial de science politique.

Nous avons estimé en effet que la situation de la Belgique présentait des aspects à ce point déconcertants, pour ne pas dire pathologiques (du moins pour un pays comme le nôtre), qu'elle méritait de retenir l'attention des spécialistes ; que les problèmes qui en naissaient étaient à ce point complexes et d'une certaine façon originaux, que seuls sans doute des spécialistes belges, familiarisés depuis toujours avec ce genre de questions, étaient en état d'en donner une image à peu près exacte ; et enfin que les faits belges, les problèmes belges, l'état d'esprit du peuple belge avaient été si souvent défigurés par les moyens de communication collective (soit dit sans aucune acrimonie : nous savons à quelles servitudes ils sont soumis) qu'il était peut-être du devoir d'un groupe de politistes belges de procéder à un essai de mise au point.

Cette volonté d'écrire une œuvre destinée principalement aux étrangers a cependant ses inconvénients.

Il est bien évident que pour nos lecteurs habituels, qui connaissent de longue date la vie politique belge, certains exposés apparaîtront entachés de banalité et certaines données, vraiment trop familières. Qu'ils veuillent bien excuser ces défauts inhérents à notre entreprise, en pensant aux intentions qui l'ont nourrie.

Au demeurant, certaines thèses exposées par les collaborateurs de *Res publica* sont assez peu orthodoxes pour que chacun, fût-il Belge ou familiarisé de long temps avec la vie politique de la Belgique, puisse y trouver de quoi raviver son intérêt pour les problèmes de ce pays, et, à l'occasion, de quoi émouvoir sa bile. Mais n'est-ce pas là

le rôle d'une revue comme la nôtre, qui se veut essentiellement une revue d'initiation du citoyen aux problèmes de la vie politique ?

*
**

Comme tous les projets longuement mûris et préparés, celui-ci n'a pas respecté les délais que lui imposaient les exigences de l'impression. Celles-ci qui étaient déjà grandes en raison des dimensions matérielles du présent numéro et de l'importance de son tirage, ont encore été accrues et par conséquent aggravées par les congés annuels de l'imprimerie qui sont venues s'intercaler en cours de facture, et dont la longueur réjouit sans doute le cœur de chacun, en général, et celui des imprimeurs en particulier, mais fait frémir ceux qui ont la responsabilité de faire paraître une publication en temps voulu. Tous les directeurs de revue connaissent ce sentiment de vide accablant et de désarroi qui s'empare d'eux quand, à la veille d'une date limite, ils ouvrent le dossier des articles promis et des lettres de rappel. La chose est à ce point banale qu'on n'en parlerait même pas, si en ce qui concerne *Res Publica* le retard n'avait des conséquences sur des plans autrement importants que celui des inquiétudes et des soucis du rédacteur en chef, puisqu'elles concernent nos lecteurs eux-mêmes.

Ces conséquences, les voici :

1. Faute de temps, il a été impossible de relire les textes rédigés en langue anglaise, comme il avait été convenu de le faire. Certains textes, les premiers parvenus à la rédaction, ont été revus attentivement : ce sont les moins nombreux. D'autres ne l'ont point été.

Je prie ceux pour qui la langue anglaise est la langue maternelle et ceux à qui elle est devenue presque aussi familière que celle qu'ils parlent chez eux (je pense en particulier à nos amis Hollandais et Scandinaves) de bien vouloir excuser les imperfections qui, sans aucun doute, émaillent ces textes.

2. Faute de temps aussi, il a été impossible de procéder à l'échenillage des textes pour en éliminer les redites, les doubles-emplois, les chevauchements, par ailleurs quasiment inévitables en une matière aussi structurée, sinon aussi cohérente, et aussi serrée que le sont les manifestations de la vie politique dans un pays aussi complexe que la Belgique. Il s'est trouvé un moment où l'essentiel était de nourrir l'imprimerie de textes et non de parfaire ceux-ci. Nous n'avions plus le choix.

3. Faute de temps encore, il a été impossible de faire la synthèse liminale, destinée à équilibrer les travaux ici présentés, ainsi qu'il avait été convenu de le faire. A l'heure même où j'écris ces lignes — heure qui se situe bien au-delà des limites que je m'étais fixées, et des ultimes limites que m'avait tracées l'imprimeur — deux articles ne me sont pas encore parvenus, et deux autres viennent à peine de me parvenir. Dès lors, adieu synthèse !

4. Enfin, faute d'avoir réussi à écrire la synthèse prévue, en temps voulu, il a été impossible de la faire traduire en néerlandais, ainsi, une fois encore, qu'il en avait été convenu.

Dans notre esprit, dans l'esprit des membres francophones — comme il est d'usage de dire en Belgique — du Comité de rédaction, bien plus qu'à une volonté formelle de respecter les règles et les usages du bilinguisme, pareille intention ressortissait à la volonté de marquer notre estime et notre sympathie pour la langue et la culture de la communauté flamande de Belgique. Faute de temps, une fois de plus, il n'a pas été possible de traduire une « Présentation » qui, par la force des choses, se présentait bonne dernière. Je prie les lecteurs flamands de la Revue et plus particulièrement mes amis et collaborateurs flamands du Comité de rédaction de trouver ici l'expression de mes regrets et de mes excuses.

*
**

Un autre point encore mérite attention : c'est la diversité, allant jusqu'à la contradiction, des opinions et des approches politiques que peuvent laisser paraître les articles qui composent la présente livraison de *Res Publica*.

Il est vrai que je n'ai pas cru nécessaire d'établir à toute force une unité de vues qui n'existe ni dans les esprits ni dans les doctrines. Chacun de mes collaborateurs a présenté, il y a quelques mois, un schéma de son travail et celui-ci a été discuté par tous. A cela et à cela seulement s'est limitée l'action de contrôle et d'orientation exercée par le Comité de rédaction. Pour le reste, j'ai estimé que la variété des opinions et des points de vue pouvait être plus significative pour le lecteur étranger et, de toute façon, valait mieux qu'une unité de vues obtenue au prix de mutilations. A dire le fond de ma pensée, une certaine anarchie intellectuelle (et même institutionnelle, mais c'est là une tout autre histoire) n'est pas pour me déplaire.

La formule traditionnelle est donc plus que jamais vraie : la Revue n'est pas responsable des opinions émises par ses collaborateurs. Par contre, son rédacteur en chef assume une réelle responsabilité pour

avoir choisi tel ou tel politiste et accepté telle ou telle proposition d'article.

C'est lui le pianiste sur lequel il faut tirer.

*
**

Quand à ce qu'ont écrit mes collaborateurs, il serait trop long de dire sur quels points je suis en accord avec eux et sur quels points, en désaccord.

Je doute fort, par exemple, que Herman De Croo ait raison quand il écrit : « On assiste, assez paradoxalement, à un certain retour à l'omnipotence du Législatif ». Le paradoxe, selon moi, est de l'affirmer. En Belgique, comme dans la plupart des pays économiquement avancés, le pouvoir, et plus encore la puissance, ont cessé d'appartenir au Législatif. Ce sont les partis, les syndicats et les autres groupes de pression qui, désormais, les possèdent. Ou, plus exactement, les oligarchies qui dirigent les partis, les syndicats et les groupes de pression. Car, sur ce point, c'est R. Michels qui a vu clair, il y a un demi-siècle.

De même, l'utilisation des mots « gauche » et « droite », chargés de foudre affective comme ils le sont, me semble à la fois dangereuse (en raison même des images qu'elle suscite) et touchante (en raison de l'attachement à un passé révolu dont elle témoigne). Faute de pouvoir en définir le contenu avec un minimum de précision, il est très difficile de les appliquer à la réalité politique.

Le Parti de la Liberté et du Progrès, le PLP, ex-parti libéral, est-il de « gauche » ou de « droite » ? Les spécialistes de la « gauche » le considèrent comme étant de « gauche » quand ils veulent souligner l'importance du « bloc des gauches » (socialistes, communistes et libéraux) ou atténuer l'importance de ses défaites électorales. Par contre, ils le rejettent à « droite », c'est-à-dire dans les ténèbres extérieures, quand il s'agit de dénoncer la politique économique du PLP, laquelle, pour être hostile à l'extension systématique et indéfinie des pouvoirs de l'Etat dans tous les domaines — mais qui ne l'est pas ? — n'en est pas pour autant de « droite ».

De même, la Volksunie est-elle de « droite » ou de « gauche » ?

Est-ce être de « gauche » que, comme le font encore tant de socialistes, d'invoquer des principes, d'utiliser un vocabulaire, d'être sensibilisé à des idéologie qui, les uns et les autres, sont désuets, sinon périmés, et relèvent du plus pur conservatisme intellectuel ?

Cette imprécision des frontières politiques et des concepts se reflète jusque sur des notions qui, jusqu'il y a peu de temps, paraissaient

fort nettement définies. Avant 1940, il existait un parti qui se disait bravement, et sans aucun complexe, catholique. La fonction de la « gauche » était d'être activement « anticléricale » et de mener la « lutte scolaire ».

Aujourd'hui, les trois grands partis belges se disent et se proclament « a-confessionnels », et les mouvements flamands les plus pointus, c'est-à-dire les plus catholiques, se décléricalisent, quand ils ne virent pas à l'anticléricalisme militant.

Dire dans ces conditions ce qui est à « gauche » et ce qui est à « droite » devient dès lors fort difficile.

J'en dirai autant de la distinction entre « rationalistes » et « catholiques » qui a été utilisée par W. Dewachter. Le « rationalisme » des non-catholiques est, en Belgique, au moins aussi affectif, irraisonné et dans certains cas aussi irrationnel, que peut l'être la foi du charbonnier dans le plus humble des hameaux de Flandre ou de Wallonie. Et inversement, la foi catholique ne me paraît pouvoir se définir en termes de non-rationalité, moins encore d'irrationalité, mais tout au plus, de supra-rationalité.

J'hésiterais dès lors à utiliser ce vocabulaire qui ne me paraît pas répondre à la réalité.

Je me séparerai sur un point encore de certains des collaborateurs de la Revue. Tous ont présenté les données relatives aux problèmes de l'opposition et des oppositions en termes dichotomiques : Flamands-Wallons. C'est à mon avis faire bon marché d'un troisième groupe dont la prise de conscience et la volonté, pour récentes qu'en soient les manifestations, n'en sont pas moins capitales pour l'avenir de notre pays, à savoir le groupe bruxellois. Ce groupe, encore assez mal défini, est composé de Bruxellois, bien entendu mais aussi et c'est ce qui en fait l'originalité, de Flamands déflamandisés et de Wallons déwallonisés, qui, à tort ou à raison, se sentent et se jugent et se veulent différents des membres des deux autres communautés. Désirent, en tout cas, ne pas faire les frais d'une entente conclue, par dessus leurs propres têtes, par lesdites communautés.

Il est sans doute heureux qu'il en soit ainsi. Un fédéralisme à deux étant techniquement impossible, surtout au départ d'un Etat unitaire, il est bien que naisse une troisième force dont la présence pourrait assurer quelque chance de réussite à une solution fédéraliste dont, il faut bien le dire, la plupart des partisans ignorent les exigences et le coût socio-politique.

Autre problème belge qui, à mon avis, n'a pas été suffisamment traité : celui des petits partis. Il est probable que cette prise de conscience contribuera à accentuer, à Bruxelles et dans toute l'aggloméra-

tion bruxelloise, la désagrégation marginale des partis politiques belges, comme les prises de conscience flamande et wallonne contribuent à le faire en Flandre et en Wallonie.

En effet, tant le Parti social chrétien que le Parti socialiste belge et le Parti de la Liberté et du Progrès sont aujourd'hui talonnés par des petits partis — la Volksunie, le Front des Francophones, le Parti wallon des Travailleurs, etc. — qui, pratiquement pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, si on en excepte l'aventure rexiste des années 30, ont réussi à contrebattre les monopoles de pouvoir jusqu'ici détenus par les Trois Grands.

C'est là, à mon avis, un fait important et dont les conséquences sont loin d'avoir déjà atteint leur plein développement.

*
**

Un autre point où je me sépare quelque peu de mes collaborateurs, c'est la question de la politisation de l'Administration belge. On sait, ou on ne sait pas, que chaque parti belge au pouvoir pratique une politique intense de nominations et de promotions. Il va sans dire que les partis ne nomment que leurs fidèles. Comme le *spoils system* n'est pas d'usage en Belgique, cette politique de nominations constitue un des plus beaux cas d'application de la première Loi de Parkinson, qui se puisse observer.

Non seulement l'Administration y est nombreuse et proliférante, mais encore et surtout elle est intégralement politisée. Les opinions politiques, les allégeances syndicales, les vassalités linguistiques, les appartenances régionales ou fractionnelles (comme diraient les communistes) de chacun et de tout le monde sont connues de tous. Il est exclu que se fasse une nomination sans qu'interviennent, de façon décisive, ces différents facteurs.

Or ce qui me frappe, c'est de voir avec quelle sérénité mes jeunes collaborateurs constatent le fait. Certains voient même dans la politisation avouée et organisée de l'Administration un moyen à la Montesquieu d'équilibrer les pouvoirs, une façon de prévenir les effets d'un monopole partisan du pouvoir et d'intégrer le pluralisme des valeurs politiques et morales dans les structures de l'Administration.

Pour ma part, je frémis en lisant ces propositions. Tout d'abord, parce qu'il me semble que s'il n'est plus d'autre obstacle à la toute puissance de l'Etat ou des partis que la politisation totale de l'Administration, la marche de cette Nation vers l'anarchie totale est plus avancée que je le pensais. Et ensuite, parce que je ne tiens pas du tout pour assuré que l'extrême politisation mette réellement le

citoyen à l'abri des prépotences étatiques ou partisanses. Dès lors, le remède proposé me paraît devoir faire finalement beaucoup plus de mal que de bien.

*
**

Je viens d'écrire le mot « anarchie ». Pour les étrangers qui observent la vie politique belge de l'extérieur ce mot semble définir assez exactement la situation de la Belgique. Peu de pays de l'Europe occidentale donne en effet à ce point l'impression d'être dominé par une série de « féodaux », grands ou petits, mais tous également indisciplinés, turbulents et avides de pouvoir. Il n'en est aucun en tout cas où le Pouvoir central soit à ce point maîtrisé, contrôlé, volontairement affaibli. De même, il est peu de pays, s'il en est, où les partis politiques, quels qu'ils soient, aient à ce point violé les règles démocratiques de la légalité ; où l'Administration soit à ce point politisée ; où les tensions qui font partie intégrante de la vie sociale de toutes les nations prennent aussi vite figure de « questions » et de « problèmes » que les passions, aussitôt déchaînées, se hâtent de rendre insolubles. En un mot : peu de pays aussi « balkanisé » que la Belgique qui pourtant est, à bien des égards, la terre d'élection du prosaïsme, du terre à terre et des primats de l'économique sur le politique et le culturel.

Telles sont les apparences. Mais on peut se demander si la Belgique possède véritablement le monopole de ces mœurs politiques (toujours en Occident) ou si les régimes des autres sociétés industrielles de l'Europe ne présentent pas les mêmes tares, mais de façon moins accentuée — ou moins folklorique.

Les partis y respectent-ils mieux les règles du jeu ? L'Administration y est-elle vraiment moins politisée ? Les majorités y abusent-elles moins de leur puissance et de leur pouvoir ? Les groupes de pression y sont-ils moins actifs et moins forts ? A supposer, ce qui n'est pas le moins du monde établi, que les réponses soient positives, il resterait à expliquer pourquoi les autres pays de l'Occident échappent à ces déviations politiques, et pourquoi, seule de son espèce, la Belgique, obéirait dans sa vie politique, à d'autres règles que ses voisins.

Les Belges qui, pour la plupart, sont convaincus de cette singularité de leur pays, invoquent volontiers le fait que, de tous temps, ils ont été soumis à des « tyrannies étrangères » et affirment que cette situation leur a donné le goût de la résistance aux Pouvoirs quels qu'ils soient. D'où leur propension à l'anarchie « féodale ».

Il n'est pas d'idée plus contraire à la vérité historique.

Nous n'avons jamais connu des « siècles d'esclavage », comme l'affirme sottement l'hymne national, mais bien des régimes de droit

construits sur d'innombrables chartes et privilèges, qui faisaient notre fierté. *Helaas, waar is der Oudren fierheid nu gevaren!* (« Hélas, où s'en est allée la fierté d'autrefois ! »), écrivait fort justement en 1876 le poète Albrecht Rodenbach, chantre de la résurrection du peuple flamand.

Les princes qui ont régné sur nos contrées étaient nos princes naturels, on pourrait dire nationaux, si ce n'était pas commettre un anachronisme que d'utiliser ce terme pour dépeindre une situation du passé.

La première tyrannie étrangère, les invasions mises à part, que la Belgique a dû subir, est celle qui s'y installa après la victoire française de Jemappes en 1792. Elle ne fut ni la moins odieuse, ni la moins destructrice. Néanmoins certains l'accueillirent avec satisfaction.

L'explication de cette impatience de tout joug et de toute discipline qui caractérise un peuple au demeurant fort conformiste ne doit donc pas être recherchée dans les « occupations » du passé.

La vérité est que les Belges n'ont jamais toléré le pouvoir quel qu'il soit et d'où qu'il vienne. « Vous autres Flamands, avec vos dures têtes, disait déjà Charles le Téméraire, il y a cinq siècles ou presque (1470), vous avez toujours méprisé ou haï vos Princes : s'ils étaient faibles, vous les méprisiez ; s'ils étaient puissants, vous les haïssiez. » Les Flamands protestaient, autre tradition séculaire, contre l'impôt dont le Duc s'apprêtait à les frapper, afin de créer une armée permanente. (Le fait que le duc de Bourgogne ait ajouté, bien avant Machiavel : « J'aime mieux être haï que méprisé », prouve qu'il était un authentique homme d'Etat — du moins à la façon du XV^e siècle.)

Il me semble que dans cette attitude de résistance spontanée à toutes les formes de pouvoir (même l'Eglise catholique eut toujours affaire à forte partie dans ces contrées éminemment catholiques) réside une des originalités de ce peuple.

Car ce qui vient d'être dit des Flamands s'applique tout autant, sinon plus encore, aux Wallons dont l'impatience à toute forme d'autorité, l'esprit de fronde, l'insolence à l'égard des hiérarchies établies, sont au moins aussi grands.

Il est permis de se demander si le trop grand succès des Communes médiévales, leurs richesses, leur puissance, leurs luttes contre le Pouvoir unificateur, n'ont pas laissé des traces indélébiles dans le cœur des Belges.

Pour le Belge, l'Etat, « monstre froid », abstrait, lointain, apparaît comme le gêneur par excellence (aussi longtemps du moins qu'il ne doit pas faire appel à son aide — et il le fait volontiers). Il est contre.

Contre lui, Pouvoir central, parce que pouvoir et parce que central. Contre ses exigences, les plus légitimes et les plus élémentaires. Contre ses grands Dessesins (quant il lui arrive d'en avoir). Contre ceux des politiques qui pourraient être des hommes d'Etat. Contre une Monarchie qui voudrait remplir le rôle que lui assigne la Constitution.

Ce que je dis de l'Etat belge s'étend dans une certaine mesure aux communautés linguistiques elles-mêmes, combien pourtant plus cohérentes.

Certes les Flamands ont suscité un mouvement puissant, fruit d'une longue et douloureuse prise de conscience. Mais on peut se demander si et dans quelle mesure cette unité résistera au succès. Quant aux Wallons, quant aux Bruxellois, malgré certains soubresauts, ils sont encore loin, très loin, d'atteindre au niveau de cohérence des Flamands. Des querelles tribales de toute sorte les divisent profondément.

Seules peut-être trouvent grâce, et encore : dans une certaine mesure, aux yeux du peuple belge, les autorités communales, plus proches, plus familières, plus vécues, d'un rendement plus immédiat et plus visible, d'un contact plus aisé (ce qui ne l'empêche évidemment pas de les critiquer vertement). Sur ce plan, dans cet univers aux dimensions restreintes, le Belge excelle, crée, ordonne, et donne sa pleine mesure qui est grande. A cette échelle, son action fourmille d'initiatives audacieuses, et fécondes. Le bourgmestre des Communes belges est, à bien des égards, le successeur des châtelains d'autrefois ; certains diront des hobereaux : à la fois fiers, familiers et protecteurs. Comme eux, ils croient à l'autonomie comme à l'alpha et à l'oméga de la sagesse politique. Comme eux, il croit aux bienfaits d'une certaine anarchie des institutions.

Il me semble que ce sont ces milliers et ces dizaines de milliers d'initiatives locales — et, subsidiairement, provinciales — qui expliquent pourquoi, malgré les forces centrifuges qui la travaillent depuis si longtemps, la Belgique est riche, vigoureuse et entreprenante. Si riche et si vigoureuse, qu'elle peut se payer le luxe périodiquement de crises et de « questions » et de « problèmes » et d'« affaires », soulevés et animés par des partis eux-mêmes en proie à des crises et à des « problèmes ». Mais si fortes qu'elles soient, et parfois même si dramatiques, ces « émotions populaires » ne sont pas jusqu'ici parvenues à détruire l'équilibre et la santé faits de gros bon sens et de mépris total des idéologies, de ce pays.

